



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3725

Texte de la question

NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
M. François de Rugy. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre de l'industrie.

Monsieur le ministre, depuis quelques semaines, notre assemblée est le théâtre d'une véritable campagne d'intoxication (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), intense et concertée avec Nicolas Sarkozy, sur la question du nucléaire.

Vous multipliez les outrances et les caricatures (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) sur l'accord législatif conclu entre socialistes et écologistes, qui traite en toute transparence de l'avenir énergétique de notre pays. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous agitez le spectre d'une augmentation des prix, de la perte de compétitivité de notre industrie et du chômage. (*Mêmes mouvements.*)

Pour en finir avec l'agitation des peurs et des fantasmes, je voudrais vous interroger sereinement sur la réalité constatée.

Vous nous parlez du prix de l'électricité. Oui ou non, le prix de l'électricité d'origine nucléaire - qui a déjà augmenté de 20 % depuis le début de la mandature - va-t-il continuer à augmenter au motif qu'il serait sous-évalué, comme l'a reconnu le Président de la République lui-même ?

Vous nous assurez que la question de la sécurité de nos installations nucléaires ne se pose pas. Oui ou non, la sécurité des installations nucléaires présente-t-elle de graves dysfonctionnements, comme l'a reconnu votre collègue M. Guéant il y a deux jours, à l'occasion du test en situation réelle mené par l'association Greenpeace ?
M. Alain Gest. Ce n'est pas ce qu'il a dit !

M. François de Rugy. Vous nous accusez de mettre en péril l'industrie française et des emplois. Vous avez bien du mal à faire oublier qu'il y a un million de chômeurs de plus depuis 2007. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais puisque vous voulez en parler, parlons-en ! Oui ou non, la France a-t-elle perdu 10 000 emplois depuis un an dans le secteur des énergies renouvelables, notamment à cause du moratoire sur l'énergie solaire ?

Oui ou non, êtes-vous prêt à sortir de la guerre de religion pour regarder la réalité en face, celle d'une diversification énergétique au bénéfice de la France ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député de Rugy, il y a tant de choses dans votre question que j'imagine que vous me laissez choisir les thèmes sur lesquels je suis supposé vous répondre.

M. Jean Glavany. Vous ferez un twitt !

M. Éric Besson, *ministre*. Sur le thème de l'accord Verts-PS, je vous propose un test simple : essayez de télécharger cet accord en allant successivement sur le site du parti socialiste puis sur celui des Verts. Vous n'allez pas imprimer le même accord ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Cela en dit

long : vous n'êtes même pas capables de donner à télécharger le même document !

M. Bernard Deflesselles et M. André Wojciechowski. Eh oui !

M. Éric Besson, *ministre*. Je vous propose un autre test : écoutez les commentaires de vos deux candidats sur cet accord. D'un côté, Mme Éva Joly dit : il ne me fait pas rêver et il n'est pas vraiment applicable.

M. Jean Glavany. Il y en a d'autres qui ne font pas rêver !

M. Éric Besson, *ministre*. De l'autre côté, François Hollande explique : il engage les états-majors mais pas moi.

M. Pascal Deguilhem et M. Gilbert Le Bris. Les questions !

M. Éric Besson, *ministre*. Cet accord prévoit la sortie du nucléaire par étapes jusqu'à l'arrêt des vingt-quatre réacteurs. Alors qu'il était tout d'abord question d'en arrêter huit pendant le premier quinquennat, on nous explique désormais que ce serait peut-être deux, renvoyant d'autres éventuelles fermetures aux deuxième ou troisième quinquennats.

S'agissant du retraitement, on aurait mal compris. Dans un premier temps, vous parliez de reconversion ; maintenant François Hollande nous explique au contraire que la filière est très importante et qu'elle mérite des investissements.

Pardon si j'ai l'air d'ironiser, mais sur des sujets sérieux, il faudrait quand même que vous nous disiez l'exacte vérité. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

La réalité est simple pour le Gouvernement : efficacité énergétique ; développement des énergies renouvelables et, quoi que vous en disiez, nous sommes en avance sur les objectifs du Grenelle, je tiens les chiffres à votre disposition ; soutien à l'électricité nucléaire qui nous donne notre indépendance énergétique...

M. Philippe Plisson. C'est faux !

M. Éric Besson, *ministre*. ...et un prix de l'électricité 40 % inférieur à celui pratiqué dans la plupart des pays européens. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3725

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 décembre 2011